



Conférence internationale sur le modèle social  
européen organisée par EURISPES et la Fondation  
Friedrich Ebert à Rome  
20-21 novembre 2008

---

## LE FANTÔME DE LA CRISE DE 1929

### intervention de Pierre Héritier

21 novembre 2008

Le **fantôme** de la crise de 1929 **plane sur nos économies** et ce **fantôme doit inspirer** parfois **nos dirigeants politiques** ...

**Certains**, partisans farouches du **libéralisme la veille**, se sont **réveillés le lendemain** « **Keynésiens** ». Nous ne les blâmerons pas.

Mais au-delà de l'anecdote, **Barack Obama** et **Gordon Brown** apparaissent **comme les leaders** dans cette lutte contre la crise financière et contre la récession ! **Ce sont EUX qui indiquent la voie à suivre**. A vrai dire il y a bien longtemps que nous n'avions pas chanté **les louanges d'un gouvernement travailliste** !

Mais, je suis bien obligé de le reconnaître, le Président Sarkozy s'est beaucoup dépensé à la tête de l'Union Européenne pour convaincre ses partenaires, organiser des politiques concertées, susciter des coopérations inter continentales.

### **La refonte du système monétaire et financier**

La réunion du G20 a jeté les bases d'une réforme minimale du système financier. C'est un résultat certes modeste mais positif. Un agenda a été fixé et des concepts jusque là « sujets tabous », réapparaissent dans le vocabulaire politique. En effet il est question de régulation, de transparence, de contrôle, de réforme des normes comptables. Bref comme cela a été dit hier matin à la tribune de ce colloque, le retour de l'Etat est au menu des sommets internationaux. Cette réforme du système financier sera une longue bataille et rien n'est gagné. Mais la bataille aura lieu ... C'est déjà positif et très important !

### **La lutte contre la récession... et le réchauffement climatique**

Je crois, moi aussi, comme cela a été évoqué hier matin à cette tribune : que cette crise traduit une crise plus profonde du système capitaliste qui doit nous inciter à la réflexion.

Mais dans l'immédiat, la question la plus urgente et la plus pressante est celle de la **RECESSION** :

Comment les régions du monde, comment l'Union Européenne peuvent elles endiguer les effets de la récession et comment peuvent elles concilier cet objectif avec la solidarité internationale et la lutte contre le réchauffement climatique ?

-

1

La ligne de force des réponses à donner, c'est la solidarité, la concertation, la coordination. Une tâche difficile mais aussi une bonne occasion de lier, concilier l'efficacité, la solidarité et l'environnement.

En effet la situation appelle une coordination des initiatives et des projets entre toutes les régions du monde : Un nouveau Bretton Woods devra mettre la question du Sud et de la coopération au centre et non à la marge du dispositif. Des changements profonds s'imposent des l'Union où nous constatons aujourd'hui quelques avancées mais aussi des difficultés majeures !

L'écart est grand entre l'expression d'une volonté politique et sa traduction concrète, notamment en France, et il existe encore de grandes divergences au sein des 27 ce qui rend la coordination difficile. Nous verrons si le sommet européen du 15 décembre permet réellement des avancées significatives.

Que pourrait-il se passer ?

Les acteurs, les Etats, disposent de quatre **leviers au moins** pour lutter contre la récession. Je vais essayer de les présenter en indiquant si possible la position de la présidence française. Ma tâche est facilitée car nous avons élaboré des propositions lors d'une rencontre européenne, la 9<sup>e</sup> Biennale de Lasaire, dont a parlé hier Anne Marie Grozelier.

**1<sup>er</sup> levier : « Le rôle des stabilisateurs économiques », c'est à dire :**

- Ne pas compenser les baisses de recette par des réductions de dépense. **cette idée est soutenue par Nicolas Sarkozy, illustrée par Gordon Brown.** Tous les membres de la zone Euro et de l'Union Européenne ne sont pas vraiment convaincus, mais ...
- Par ailleurs cette logique conduit à **maintenir le niveau des revenus de substitution**, c'est à dire le « WELLFARE » (pensions, allocations de chômage, politique d'intégration et d'accompagnement social dont il a été beaucoup question hier après midi, etc.).

Dans cette crise, notre modèle social constitue non pas un boulet mais au contraire un élément stabilisateur, un amortisseur de crise. Mais je ne suis pas sûr que cette vision soit comprise par les gouvernements, tant est forte la tendance à réduire les coûts du modèle social pour renforcer l'offre compétitive. Cette tendance est propagée, en toutes circonstances, par une sorte de force d'inertie quelque soit l'évolution du contexte ...

**2<sup>e</sup> levier : « la relance budgétaire »**

Ce qui veut dire pour beaucoup d'états de la zone Euro transgresser les critères de Maastricht. La Présidence Française est favorable mais mal placée pour être un avocat crédible de cette politique compte tenu de son image. Heureusement le **Royaume Uni** donne l'exemple : +6% de déficit en 2009 c'est beaucoup ... mais il est vrai aussi que le Royaume Uni a sa propre monnaie.

Pour le reste de l'Europe, nous trouvons - des pays **réticents** (Allemagne, Suède)  
- des pays **timorés** comme la France et l'Italie

**3<sup>e</sup> levier : « La mise en place d'un plan de relance conséquent, financé par l'emprunt, pour amplifier les politiques budgétaires »**

Cette idée est dans l'air, elle a été très bien accueillie par le Ministre qui est en charge du sommet européen. Mais elle ne trouve pas de traduction dans la zone Euro à ce jour.

-

2

Ce serait en effet une erreur de croire que la baisse des taux d'intérêt suffira à relancer l'investissement privé. Celui-ci a besoin de signaux forts. Seuls les Etats peuvent émettre ces signaux ...

Ces investissements pourraient être réalisés dans des secteurs fortement créateurs d'emplois, utilisés au plus près du terrain, pour tenir compte des besoins de l'économie et des priorités, sociales et environnementales :

- Energies renouvelables, économies d'énergie
- Logement des catégories paupérisées, ce que nous appelons en France le logement social
- Le plan « banlieues », c'est à dire la réhabilitation des quartiers défavorisés
- Les transports collectifs, le réseau ferré en particulier
- Mais aussi des politiques d'accompagnement pour certaines catégories (solidarité/intégration/insertion).

Les budgets des Etats ne sont pas suffisants même en laissant filer les déficits, d'où la nécessité de recours concerté à des emprunts nationaux, mais coordonnés par l'Union Européenne.

En effet, l'endettement n'est pas acceptable s'il s'agit de reporter le coût financier de notre « train de vie » sur les générations futures mais il en va différemment si ceux qui supporteront la charge de ces investissements en seront aussi les bénéficiaires.

#### **Le 4<sup>e</sup> levier bien sûr, c'est la consommation des ménages !**

Hier, Anne Marie Grozelier et Enzo Avanzi ont parlé du pouvoir d'achat et du rôle que le dialogue social européen pourrait tenir pour impulser des négociations ou susciter des mesures nationales. Et d'abord pour établir avec les partenaires sociaux un diagnostic commun. Il est en effet essentiel de stimuler et maîtriser l'augmentation du PA pour obtenir une relance de la consommation en respectant la neutralité concurrentielle.

La Présidence Française, en tout cas Jean Pierre Jouyet, le Ministre qui est en charge de la préparation du sommet du 15 décembre s'est montré très ouvert à cette idée et même très favorable. C'est un ancien collaborateur de Jacques Delors et il connaît les vertus et l'importance du dialogue social.

Dans le domaine des salaires, l'IG Métall a ouvert la voie en signant un accord de salaire qui va bien au delà de l'inflation. Je tenais à le souligner.

#### **Conclusions :**

1. Tout irait beaucoup mieux s'il existait un gouvernement économique de l'Union Européenne. Tout serait plus facile s'il existait au moins : un gouvernail un pilote.

*Vous vous souvenez nous en avions parlé ici à Rome en mai 2007.*

Cette idée difficile à défendre il y a peu, **revient avec force aujourd'hui**. C'est bon signe.

2. La crise ... c'est une grande souffrance. En tout cas une grande difficulté ... mais c'est sans doute aussi une opportunité !

C'est pourquoi nous l'abordons avec « l'optimisme de GRAMSCI »

**Notre culture d'acteurs, acteurs sociaux, acteurs politiques, acteurs citoyens nous apprend que l'action collective réfléchie peut modifier le paysage et changer le cours des choses.**